Chers parents,

La crise sanitaire que nous traversons depuis mars dernier a mis en lumière le rôle majeur de l’école dans notre société, mais aussi son manque cruel de moyens et de reconnaissance de ses personnels.

A l’Education Nationale, le nombre d’enseignants est insuffisant, le gouvernement devrait faire le choix d’un recrutement massif pour continuer à assurer la qualité d’apprentissage des élèves.

Cette pénurie se ressent fortement à l’étranger, avec un nombre de titulaires en poste qui se réduit comme peau de chagrin, alors que le contexte sanitaire devrait, au contraire, impliquer le renforcement de l’encadrement pédagogique.

La faible rémunération des personnels mérite une revalorisation à la hauteur des promesses du ministre.

« Enseigner est un métier », comme vous avez sans doute pu vous en rendre compte lors du premier confinement avec l’école à distance.

Dans le réseau des établissements français de l’étranger, les personnels, détachés et en contrat local, ballottés au rythme des aléas de la crise sanitaire et des directives locales, sont à bout de souffle sans réelles contreparties à leur engagement sans faille.

Depuis son bureau, le ministre prend des décisions sans tenir compte des attentes ni du savoir-faire des enseignant-es. Ainsi, à l’école maternelle, un nouveau projet de programmes scolaires prévoit un bouleversement complet de cette première école avec notamment l’instauration de tests : quelle prise en compte du bien-être du jeune enfant découvrant l’école ?

À l’étranger, les conséquences des réformes Blanquer produisent les mêmes effets, parfois pires en raison du contexte spécifique, par exemple pour les langues vivantes.

Vous le voyez, l'école a besoin qu’on s’occupe d’elle, de façon urgente. C’est pourquoi, après de multiples interpellations du ministre de l’Education Nationale qui sont restées sans réponse, la communauté éducative se mobilise en France comme à l’étranger.

Nous serons donc en grève, le mardi 26 janvier, pour exiger la mise en route d’un plan d’urgence pour l’école. Cette demande s’inscrit dans un contexte de crise qui revêt une importance particulière pour les services publics. Nous savons combien les mois qui viennent vont être difficiles et nécessiteront des mécanismes de solidarité dans une société plus juste et moins inégalitaire. Dans ces conditions, nous ne nous résignons pas à une école qui ne se soucie pas du meilleur pour l’avenir de ses élèves.

Nous comptons sur votre plein soutien.